28ème Tribune d'Adolphe Muzito :

Un mur de séparation entre la RDC et le Rwanda s'impose

1. Contexte géographique : les 9 pays frontaliers de la RDC

La RDC a une superficie de 2.345.410 Km² et un périmètre de 10.730 Km, constitué des frontières avec ses 9 pays voisins.

Il s'agit de :

au Sud :

- l'Angola .....: **2.511 Km**,

à l'Ouest :

- la République du Congo..... : **2.410 Km**,

au Nord :

- la République centrafricaine.... : 1.577 Km,
- le Soudan du Sud.....: 628 Km,

S/Total : 2.205 Km

à l'Est :

- la Zambie.....: 1.930 Km,
- la Tanzanie.....: 459 Km,
- le Burundi.....: 233 Km,
- le Rwanda.....: 217 Km,
- l'Ouganda.....: 765 Km,

S/Total : 3.604 Km

Total général du périmètre **10.730 Km.**

2. Problématique.

Le Congo dit démocratique est un pays qui connait, depuis 1994, dans sa partie orientale, des problèmes sécuritaires, d'immigration clandestine, des pillages de ses ressources naturelles et d'occupation illégale de ses terres.

Au Sud, avec l'Angola 2.511 Km, la RDC n'a pas de problème à sa frontière, ni à l'Ouest, avec son unique voisin, la République du Congo.

Il en est de même au Nord, avec le Soudan du Sud et la République Centrafricaine, où en dehors du problème de Mbororo, la RDC n'a pas des problèmes particuliers.

A l'Est, la RDC a 5 voisins dont 3, la Zambie, la Tanzanie et le Burundi ne lui posent pas des problèmes sécuritaires. C'est avec le Rwanda et l'Ouganda que la RDC a des problèmes de sécurité, d'immigration et de pillages de ses ressources.

Une meilleure gestion des frontières peut éviter à la RDC plus de la moitié de ses problèmes économiques, sociaux et sécuritaires dont la solution permettra son développement.

La question des frontières doit être inscrite en priorité dans la stratégie de la défense du pays et du maintien de la stabilité dans la sous-région.

En effet, malgré des nombreuses initiatives entreprises par les gouvernements successifs de la RDC, depuis le début des années 2000 jusqu'à ce jour, le pays connait des tueries à répétition, des pillages systématiques de ses ressources naturelles par ses voisins de l'Est (référence à des nombreux rapports des experts des Nations-Unies) qui sont devenus des bases arrière des groupes rebelles nationaux et étrangers.

Par ailleurs, la présence de la Mission de l'Organisation des Nations-Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo, en sigle, la MONUSCO, depuis sa création, il y a une vingtaine d'années, jusqu'à ce jour, n'est pas parvenue à aider la RDC à pacifier l'Est de son territoire.

Il va de même de la Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL, créée en 2006) dont l'objectif principal était de mettre en œuvre les conditions de paix, de sécurité, de stabilité politique et de développement dans la région des Grands Lacs.

C'est pourquoi, je pense que pour résoudre le problème de l'insécurité dans l'Est de la RDC, en plus des efforts pour une vraie défense et une bonne diplomatie mises à l'épreuve par les deux dernières agressions rwandaises, l'option d'une frontière physique par la construction d'un mur de séparation, me parait urgente.

A côté de cette option de mur de séparation, il devra être programmé l'option complémentaire de l'inventaire et de répartition des terres entre l'Etat et les communautés locales ainsi que leur titrisation en faveur de ces dernières.

Cette seconde option sera développée dans nos prochaines tribunes.

3. La solution du mur de séparation et sa faisabilité progressive

La RDC doit se résoudre à protéger sa frontière Est par la construction d'un mur de séparation, principalement pour quatre raisons évidentes :

- pacifier civilement sa population pour sauver des vies humaines en rendant sa frontière peu poreuse ;
- stopper le pillage des ressources naturelles et l'occupation illégale de ses terres ;
- priver aux multitudes des groupes rebelles des bases arrières grâce au contrôle de ses frontières. En d'autres termes, leurs priver des sources d'approvisionnement.
- empêcher les immigrations illégales.

A travers le monde, les cas de construction des murs, celui de Berlin en 1961, celui en construction depuis l'administration Trump à la frontière des Etats Unis d'Amérique et du Mexique et enfin, celui de la barrière de séparation israélienne d'avec la Palestine en territoire disputé, peuvent nous édifier.

Une cinquantaine d'autres pays à travers le monde y ont recouru (voir tableau 1 en annexe), pour diverses raisons dont les principales sont liées :

- à l'immigration illicite ;
- au commerce illégal ;
- à l'anti-trafic de drogue ;
- au cas des territoires occupés ;
- à l'anti-terrorisme ;
- à l'anti-intrusion ;
- au cas des zones de conflit ;
- à l'anti-trafic d'armes, et enfin
- à la situation des barrières économiques.

Sur le continent Africain, comme illustration, nous pouvons citer en exemple, le mur de 500 Km construit en 2003 de commun accord entre le Botswana et le Zimbabwe pour lutter contre l'immigration clandestine. L'autre exemple est l'entente entre l'Afrique du Sud raciste et le Mozambique en 1975. En effet, pour lutter contre l'immigration clandestine, ils ont conjointement financé et construit un mur de 120 Km. D'autres illustrations sont nombreuses sur le continent Africain.

D'autres pays encore en Afrique du nord, dans certains pays du Maghreb, tels que l'Egypte et le Maroc, l'ont aussi fait.

A noter que l'attrait vers de grands ensembles pour des raisons de viabilité économique et du commerce n'est réalisable qu'avec des Etats stables. Il est quasi impossible d'obtenir l'intégration à partir du néant ou du désordre.

Un pays comme la Libye déstabilisée constituerait-il un élément catalyseur de l'essor économique d'un quelconque bloc ou sous-région ?

Le Nigeria plongé dans la psychose de Boko Haram ou le Kenya guetté par les Shebabs seraient-ils des entités candidates à une intégration en vue d'une unification réelle du continent pour le rendre acteur de la mondialisation ?

C'est pourquoi, je me pose la question sur le bien-fondé, qui a poussé de manière précipitée, l'Assemblée Nationale de la RDC, à approuver la ratification de l'accord de libre-échange africain dit Zlecaf, dont le fonctionnement avait commencé dernièrement.

4. Avantages comparatifs

Comparativement aux dépenses à engager pour la construction d'un mur frontalier, les avantages que la RDC aurait, sont incalculables en termes :

a) d'épargne en vies humaines ;
b) des recettes financières grâce à la lutte contre la contrebande ;
c) de protection de nos espaces fonciers, miniers et forestiers,…occupés illégalement par les envahisseurs ;
d) de protection de nos richesses minières exploitées illégalement par des groupes armés :
   - Ouganda : 15 tonnes d'or
   - Rwanda : 10 tonnes d'or

   Total : 25 tonnes d'or

Cette quantité d'or représente par an une perte de 1,500 milliards de dollars US pour la République. Ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

5. Base de calcul du coût du mur de séparation

- Volume béton pour ouvrage en pièce de 1,50 m (pour faciliter l'exécution et dont la jonction se fera à l'aide des morceaux de fer) :

- Partie au-dessus du sol :
  8 m x 0,50 m x 1,50 m = 6,00 m^3
- Partie sous-sol :
  0,80 m x 0,70 m x 1,50 m = 0,84 m^3
  Total béton ouvrage : 6,84 m^3
- Prix unitaire estimatif en m^3 de béton armé étant de 500 $us en moyenne ;
- Coût estimatif d'une pièce de 1,50 m :
  6,84 m^3 x 500 $us = 3.420 $us
  1 m = 2.280 $us (1)
- Prix unitaire estimatif en m^3 de béton de propriété étant de 300 $us en moyenne ;
- Volume béton de propriété unitaire :
  0,90 m x 0,20 m x 1 m = 0,18 m^3
- Coût estimatif total béton de propriété :
  0,18 m^3 x 300 $us = **54 $us (2)**

Coût d'1 m : 2.280 $us+54 $us = 2.334 $us
Coût d'1 Km: 2.280 $us+54 $us = 2.334.000 $us

6. Coût de réalisation de la solution proposée

COUT ESTIMATIF DU MUR

Prévision par pays limitrophe posant problème d'insécurité :

1)	RWANDA - RDC	: Longueur	217 Km
2)	BURUNDI - RDC	: Longueur	233 Km
3)	OUGANDA - RDC	: Longueur	765 Km
4)	SOUDAN DU SUD-RDC	: Longueur	628 Km
		Total	1.843 Km

I. RWANDA – RDC : 217 Km :

« Mur de séparation » avec hauteur de 8 m sur la longueur totale de 217 Km (inclut 87 Km à travers les eaux du Lac KIVU et environ 60 Km de terrain montagneux difficile à traverser dans la partie la plus septentrionale).

❖ **L'option de construire les 217 Km**

Coût estimatif du mur Rwanda-RDC : 217 Km
= **217 km x 2.334.000 $us/Km = 506.478.000 $us**
dont pour :

- béton pour ouvrage : 494.760.000 $us
- béton de propreté : 11.718.000 $us

❖ **<u>L'option de construire les 70 Km</u> : (1ère Phase)**
(excluant le Lac Kivu et le terrain montagneux)

Pour tenir compte des difficultés budgétaires, je pense que le Gouvernement élu devra construire, dans une première phase, la partie la plus fragile et la plus poreuse de la frontière (70 Km) au lieu de tous les 217 Km, qui nous sépare du Rwanda en excluant les 87 Km du Lac Kivu et les 60 Km de la partie montagneuse. **(Voir la carte)**

Coût estimatif du mur Rwanda-RDC : 70 Km
= **70 km x 2.334.000 $us/km = 163.380.000 $us**
dont pour :
- béton pour ouvrage : 159.600.000 $us
- béton de propreté : 3.780.000 $us

70 km : distance égale à celle se situant entre Kinshasa-Gombe et la N'Sele dans la ville de Kinshasa.

❖ **<u>L'option de construire les 130 Km</u> : (2ème Phase)**
(excluant le Lac Kivu (217 Km - 87 Km))

Le Gouvernement pourra ajouter les 60 Km de la partie montagneuse à la partie fragile et poreuse pour la construction du mur (70 Km).

Coût estimatif du mur Rwanda-RDC : 130 Km
= **130 km x 2.334.000 $us/km = 303.420.000 $us**
dont pour :
- béton pour ouvrage : 296.400.000 $us
- béton de propreté : 7.020.000 $us

II. <u>SOUDAN DU SUD – RDC</u> : 628 Km (3ème phase)

Il s'agira ici de protéger nos populations du phénomène Mbororo.

Coût estimatif du mur Soudan du Sud-RDC : 628 Km
= **628 km x 2.334.000 $us/km =1.465.752.000 $us**
dont pour :
- béton pour ouvrage : 1.431.840.000 $us
- béton de propreté : 33.912.000 $us

III. <u>OUGANDA – RDC</u> : 765 Km (4ème phase)

Coût estimatif du mur Ouganda-RDC : 765 Km
= **765 km x 2.334.000 $us/km = 1.785.510.000 $us**
dont pour :
- béton pour ouvrage : 1.744.200.000 $us
- béton de propreté : 41.310.000 $us

IV. <u>BURUNDI – RDC</u> : 233 Km (5ème phase)

Coût estimatif du mur Burundi-RDC : 233 Km
= **233 km x 2.334.000 $us/km = 543.822.000 $us**
dont pour :
- béton pour ouvrage : 531.238.860 $us
- béton de propreté : 12.582.000 $us

COUT GLOBAL POUR LE NORD-EST : 4.301.562.000 $us

A ce montant, nous devrions ajouter le coût des barbelés à placer au-dessus du mur, sur toute sa longueur et celui des caméras de surveillance.

Il est prévu aussi une ouverture de 7 m pour le libre échange entre les populations frontalières. Cette ouverture sera contrôlée de deux côtés de la frontière par les forces frontières de deux pays.

7. Conclusion

Suite à la perméabilité des frontières, particulièrement la frontière avec la République du Rwanda, j'estime qu'il est urgent de renforcer la sécurité de cet espace en érigeant un mur, tout en prenant le soin de laisser des points de passage comme à Kasumbalesa, à la frontière Zambienne ou au Beach Ngobila avec le Congo-Brazzaville.

La construction de ce mur de séparation n'est pas synonyme de rupture des relations diplomatiques qui est un problème à part, ni d'échanges commerciaux avec le Rwanda. C'est dans l'ultime souci de sécuriser nos territoires respectifs.

Ainsi, **une telle action historique nécessite la consultation des populations locales congolaises, par voie référendaire.**

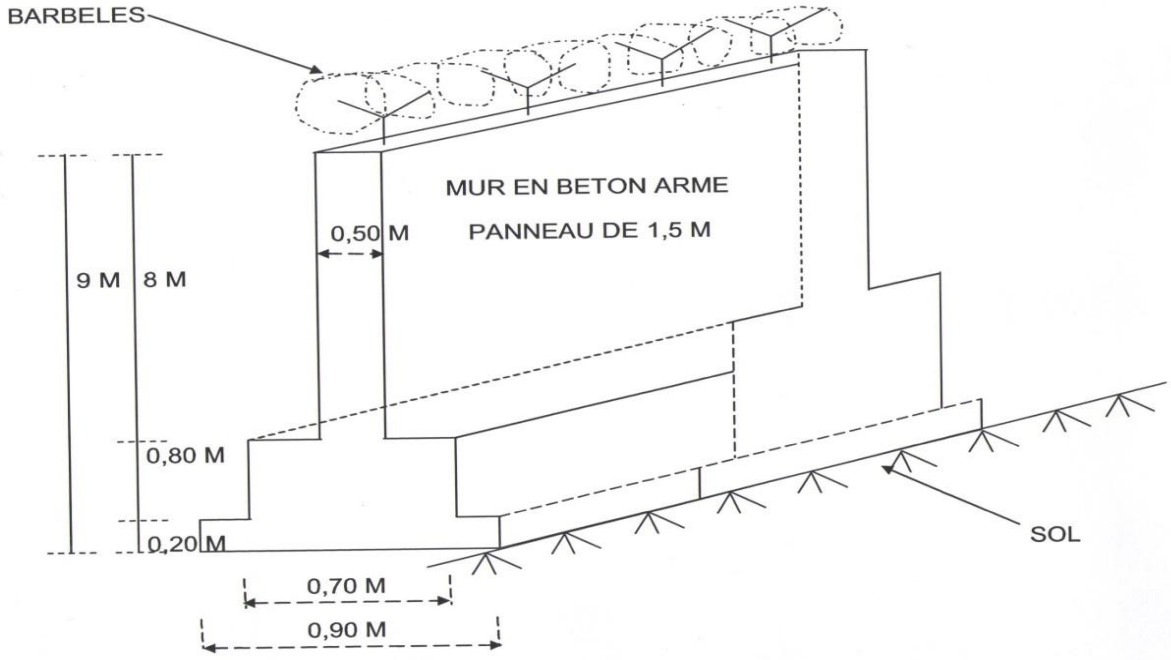
Fait à Kinshasa, le 17 juin 2022

Adolphe MUZITO
Député national et Premier Ministre honoraire

Annexes

Voici une liste des principaux murs de séparation :

Localisation ou nom	Pays finançant la construction	Date de construction	Longueur	Motivation de la construction
Botswana/Zimbabwe	Botswana et Zimbabwe	2003	500 Km	Anti-migration
Chine/Hong Kong[20]	Chine	Années 1960 - début XXIe siècle	32 Km	Barrière économique interne
Chine/Corée du Nord[5,13,20]	Chine	2006	1 416 Km	Anti-migration
Chine/Birmanie [21]	Chine	En construction	2 000 Km	Anti-pandémie covid19 / Contrôle du territoire
Malaisie/Thaïlande	Thaïlande et Malaisie	Proposée	650 Km	Antiterrorisme
Inde/Bangladesh[16,20]	Inde	En construction	3 268 Km	Anti-migration
Inde/Birmanie[20]	Inde	En construction	1 624 Km	Anti-trafic de drogue / Antiterrorisme
Inde/Cachemire[20]	Inde	2004	550 Km	Antiterrorisme / territoire disputé
Iran/Pakistan[20]	Iran et Pakistan	En construction	700 Km	Anti-trafic de drogue
Barrière de séparation israélienne[20]	Israël	En construction	703 Km	Antiterrorisme / territoire disputé /
Zone coréenne démilitarisée[20]	Corée du Nord et Corée du Sud	1953	248 Km	Zone de conflit
Afrique du Sud/Mozambique	Afrique du Sud et Mozambique	1975	120 Km	Anti-migration
Koweït/Irak[20]	Koweït et Irak	1991	193 Km	Zone de conflit
Pakistan/Afghanistan[18]	Pakistan	En construction	32 Km	Antiterrorisme
Russie/Tchétchénie[20]	Tchétchénie (Russie)	Proposée	700 Km	Antiterrorisme, contrôle de territoire
Arabie saoudite/Yémen[20]	Arabie saoudite et Yémen	2004	75 Km	Anti-migration
Arabie saoudite/Irak[5]	Arabie saoudite	2006	900 Km	Anti-terrorisme
Charm el-Cheikh[20]	Égypte	2005	20 Km	Antiterrorisme
Égypte/Gaza	Égypte	2008	14 Km	Antiterrorisme
Grèce-Turquie[22]	Grèce	à partir de 2011	12 Km	Anti-migration

Localisation ou nom	Pays finançant la construction	Date de construction	Longueur	Motivation de la construction
Émirats arabes unis/Oman[5,20]	Émirats arabes unis et Oman	En construction	410 Km	Anti-migration
Ligne verte ou *ligne Attila*[20]	Chypre	1974	180 à 300 Km	Zone de conflit
États-Unis/Mexique[5,10,20]	États-Unis d'Amérique	En construction	1 200 Km[23]	Anti-migration / Anti-trafic de drogue
Ouzbékistan/Afghanistan[20]	Ouzbékistan et Afghanistan	2001	209 Km	Anti-migration
Ouzbékistan/Kirghizistan[20]	Ouzbékistan et Kirghizistan	1999	870 Km	Zone de conflit
Mur des Sables[24]	Maroc	1980-1987	2 000 Km[23]	Zone de conflit
Reticolo confinato	Italie	1931-193?	270 Km	Frontière Libye-Égypte, lutte contre la Sanousiyya.
Barrage de Djibouti	France	1966-1982	14 Km	Mur officiellement anti-migrations
Mur de Berlin	République démocratique allemande	1961-1989	155 Km	Contrôle des circulations

DETAIL MUR DE SEPARATION